

RETRAITES : CONTRE LE PASSAGE EN FORCE DU POUVOIR

OUI, NOUS IRONS JUSQU'AU RETRAIT

BULLETIN NPA PSA POISSY

26 FEVRIER 2020

Ils ne respectent rien, pas même leur prétendu système démocratique... Lors du débat parlementaire sur le projet de loi sur les retraites, le gouvernement multiplie les déclarations et les signaux pour préparer l'opinion à une « adoption » au 49-3, c'est-à-dire sans vote de l'Assemblée nationale. Il y a donc urgence à retrouver le chemin de la mobilisation, de la grève, pour les faire reculer.

Le gouvernement veut cogner vite et fort

La crise politique continue de travailler la macronie. Après « l'affaire Griveaux » affaiblissant encore plus une campagne parisienne marquée par un rejet très fort du parti de gouvernement, la démission d'une députée LREM de l'Hérault vendredi dernier fait suite à une vingtaine d'autres, dénonçant « un mouvement hors sol, indifférent aux territoires »...

Pour tenter de dépasser cette crise, Macron fait feu de tout bois pour détourner de la question sociale des retraites : posture internationale en faveur d'une défense commune européenne ; prétendu défenseur de l'environnement sur la Mer de Glace à Chamonix ; reprise des vieilles rengaines racistes pour lancer une campagne islamophobe contre « le séparatisme islamiste ».

Mais le principal aveu de faiblesse reste bien la perspective du 49-3, cela dans une Assemblée nationale au sein de laquelle LREM est pourtant largement majoritaire...

La riposte doit être à la hauteur

Démarré il y a plus de deux mois, le mouvement contre le projet de loi des retraites reprend son souffle. La première séquence, celle de la grève reconductible dans les transports, est terminée depuis quelques semaines et la mobilisation

cherche de nouvelles perspectives. Malgré toutes ses limites, la dernière journée de mobilisation nationale interprofessionnelle jeudi 20 février a manifesté la continuité du mouvement.

Le pouvoir entend accélérer le calendrier, mais celui proposé par les directions syndicales n'est pas à la hauteur. Le mardi 31 mars, date proposée par une nouvelle journée nationale de grève, est une perspective bien éloignée et isolée pour relancer la mobilisation, d'autant plus au moment où le gouvernement veut terminer rapidement la partie en utilisant le 49-3.

Relancer la grève : mobilisation générale !

Ces prochaines semaines ne seront pas creuses : journée de mobilisation des « facs et labos en lutte » le jeudi 5 mars, grève internationale des femmes le dimanche 8 mars, nouvel « acte » des Gilets jaunes et marche contre les violences policières samedi 14 mars, « semaine noire » à partir du lundi 16 mars, marche des solidarités le samedi 21 mars à l'occasion de la journée internationale des migrantEs... Autant de colères qui doivent converger.

Dès que le pouvoir va dégainer son 49-3, la riposte la plus massive possible doit être immédiatement au rendez-vous, par des rassemblements et manifestations contre ce coup de force gouvernemental. Il faut se saisir de la journée nationale du mardi 31 mars pour aider à la relance d'un mouvement de grève générale. C'est aussi avec cet objectif que le NPA a proposé l'organisation d'une manifestation nationale à Paris en direction des lieux de pouvoir.



Urtikan.net

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



IL NE FAUT PAS «PENALISER L'ENTREPRISE»

La proposition de loi portée par plusieurs député-e-s pour passer de 5 à 12 jours (comme en Angleterre, en Allemagne ou en Suède), la durée du congé parental en cas de décès d'un enfant a été repoussée sans états d'âme par les député-e-s macronistes.

Le pompon du cynisme revient à la députée Sereine Mauborgne: « *Quand on s'achète de la générosité à bon prix sur le dos des entreprises, c'est quand même un peu facile.* » Face au tollé et encore plus cynique, Macron a fait machine arrière et a exhorté les député-e-s à faire preuve de « plus d'humanité ». Les député-e-s vont revoter.

La mobilisation peut faire reculer le gouvernement. C'est vrai aussi pour son projet de retraite par points.

LES RECONVERSIONS SONT DES CHOIX DE SOCIÉTÉ

L'épidémie de coronavirus menace la santé de millions de personnes. Avec des effets collatéraux (moins graves): la pénurie de pièces et équipements fabriqués en Chine pour l'industrie mondialisée de l'automobile. En Corée, Hyundai a suspendu l'activité de ses sept usines faute d'approvisionnement en composants de câblage. Pour Renault, l'usine coréenne s'est arrêtée du 11 au 16 février. Nissan a aussi suspendu la production de l'une de ses grosses usines au Japon et Fiat Chrysler l'assemblage de la Fiat 500L en Serbie.

Les usines Faurecia et Valeo, dans la zone en quarantaine, sont toujours fermées. Autre constat : la capacité de l'industrie à se reconvertir lorsque l'urgence l'exige. En Chine, la société General Motors-SAIC est devenue le premier fabricant automobile à construire des machines pour produire des masques de protection faciale. La première machine est sortie des lignes de production de l'une de ses usines le 19 février. Le constructeur automobile prévoit aussi d'y installer d'ici la fin du mois 15 lignes de production de masques entièrement automatisés.

Les constructeurs automobiles prétendent ne pouvoir produire que des voitures individuelles. Or lors des deux guerres mondiales ils avaient déjà su produire d'autres fabrications. Comme aujourd'hui en Chine, pour produire ce qu'impose une urgence vitale.

GHOSN, CHAMPION DES PARADIS FISCAUX

Renault a annoncé lundi 24 février 2020 qu'il se constituait partie civile dans le cadre de l'enquête judiciaire visant Carlos Ghosn. Il aura donc fallu plus d'un an pour que Renault se décide à faire quelque chose face à des malversations avérées.

Tout le monde se rappelle des vidéos où Ghosn se montre au château de Versailles pour une soirée fastueuse avec des figurant-e-s déguisé-e-s en valets d'époque. 94 des 154 invité-e-s à ce banquet étaient des proches : enfants, sœurs, cousins, ami-e-s...

Des informations judiciaires ont été ouvertes « pour abus de biens sociaux, abus de confiance aggravés, faux et usage,

blanchiment aggravé d'abus de biens sociaux (...) » t Rachida Dati en a profité pour 900 000 euros !

Et depuis les enquêtes du Monde et de Médiapart en révèlent, chaque jour un peu plus. Cela se compte en millions d'euros passant par toutes les étapes mondiales des paradis fiscaux.

Et personne à la direction de Renault ne savait ? Ils nous prennent vraiment pour des brêles !

PSA CONDAMNE POUR EXPOSITION A L'AMIANTE D'UN OUVRIER DE SOCHAUX

PSA reconnu coupable d'une "faute inexcusable" envers un ouvrier de Sochaux atteint d'un cancer suite à son exposition à l'amiante. Aujourd'hui âgé de 75 ans, il souffre d'un grave cancer bronco-pulmonaire après avoir travaillé trente ans dans le secteur fonderie de l'usine.

Le tribunal judiciaire de Belfort a jugé que sa maladie professionnelle était "due à la faute inexcusable de l'employeur" et condamné PSA à lui verser plus de 110 000 euros, 111 800 euros de préjudice, en plus de la majoration de sa rente. Dans le détail, il obtient 100 000 euros au titre de la souffrance physique et morale, 4 000 euros pour préjudice d'agrément, 1 500 euros de préjudice esthétique et 6 300 euros au titre du déficit fonctionnel temporaire.

C'est une victoire, il a attendu longtemps mais aujourd'hui il a une véritable reconnaissance.

L'association des victimes de l'amiante et des maladies professionnelles en Franche-Comté s'est félicitée dans un communiqué de ce jugement, "qui sera un point d'appui pour les dossiers à venir. Ne jamais lâcher !

VESTALIA TECHNOCENTRE RENAULT : UNE GREVE GAGNANTE

A une centaine, les salarié-e-s de Vestalia, filiale de Véolia, assurent la logistique sur l'ensemble du site de Guyancourt. Pour 2020, la direction a imposé la flexibilité avec des semaines de 22 h à 44 h pour des salaires autour de 1300 € nets, avec une prime de sécurité à la tête du client-e. Le 10 février, profitant de l'ouverture des NAO, ils et elles se sont mis-es majoritairement en grève reconductible, menaçant le fonctionnement de l'établissement. Après quatre jours de grève combative, déterminée, avec une caisse de grève permettant le soutien des autres salarié-e-s, la direction a dû reculer : 2% d'augmentation (2 fois plus qu'avant la grève) avec un plancher de 41 €, une prime de sécurité de 135 € égale pour tous et toutes, une prime spéciale de 100 €. Comme quoi, ça vaut le coup de se mobiliser franchement. Et si on s'y mettait aussi, pour nos salaires, et nos conditions de travail...

QUI VA DISPARAITRE EN PREMIER ?



AUX CÔTÉS D'ISRAËL, TRUMP PIÉTINE LES DROITS DES PALESTINIEN-NE-S

Depuis longtemps, les palestiniens savent qu'il n'y a plus rien à attendre des autorités américaines. Encore moins avec Trump. Depuis 1967, sous les yeux d'une communauté internationale paralysée, les dirigeants d'Israël bafouent les résolutions de l'ONU : territoires palestiniens occupés, colonies israéliennes en terre palestinienne... Après le déménagement à Jérusalem de l'ambassade américaine, le soi-disant « plan de paix » de Trump donne entièrement raison à Netanyahu.

Il ouvre la voie à l'annexion par Israël des rives du Jourdain, entérinée comme un fait accompli les colonies israéliennes et l'annexion de Jérusalem-Est. Ne resteraient aux palestiniens que des bouts de territoire séparés les uns des autres, reliés par des ponts, des tunnels ou des routes sous contrôle israélien.

Une véritable provocation. Macron et son gouvernement ont « salué les efforts du Président Trump ». Une complicité honteuse ! Notre solidarité, à nous, va au peuple palestinien.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser,
Ou nous contacter : npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseur-euses : 06.80.73.86 77